

**GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE  
CS 90632 – 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX**

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

N° DCE-2025-039-JV/CHNC/SI/Infra\_2025














Objet du Marché :

**REFONTE ET MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES RESEAUX IP  
DES SITES « HOPITAL LE CARBET – HOPITAL SAINT PIERRE ET  
EPHAD LE PRECHEUR »**



## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	REFONTE ET MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES RESEAUX IP DES SITES « HOPITAL LE CARBET – HOPITAL SAINT PIERRE ET EPHAD LE PRECHEUR »
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	0
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	3 ans
	<b>Reconduction</b>	
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec



# Table des matières

<b>ARTICLE I.</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT .....</b>	<b>5</b>
SECTION 1.01	OBJET DU CONTRAT .....	5
SECTION 1.02	DECOMPOSITION DU MARCHE .....	5
SECTION 1.03	TYPE D'ACCORD-CADRE .....	5
SECTION 1.04	CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU BON DE COMMANDE .....	6
SECTION 1.05	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	6
SECTION 1.06	CONDITIONS GENERALES A RESPECTER .....	6
SECTION 1.07	RESPONSABILITES GENERALES DU CANDIDAT .....	6
<b>ARTICLE II.</b>	<b>PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE III.</b>	<b>INTERVENANTS .....</b>	<b>7</b>
SECTION 3.01	CONDUITE D'OPERATION .....	7
SECTION 3.02	ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) .....	8
<b>ARTICLE IV.</b>	<b>CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE V.</b>	<b>DUREE ET DELAI D'EXECUTION .....</b>	<b>9</b>
SECTION 5.01	DUREE DU MARCHE .....	9
SECTION 5.02	DELAJ D'EXECUTION .....	9
<b>ARTICLE VI.</b>	<b>PRIX .....</b>	<b>9</b>
SECTION 6.01	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES .....	9
SECTION 6.02	MODALITES DE VARIATION DES PRIX .....	10
<b>ARTICLE VII.</b>	<b>GARANTIE FINANCIERE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE VIII.</b>	<b>AVANCE .....</b>	<b>10</b>
SECTION 8.01	CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT .....	10
<b>ARTICLE IX.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES .....</b>	<b>11</b>
SECTION 9.01	DECOMPTES ET ACOMPTES MENSUELS .....	11
SECTION 9.02	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	11
SECTION 9.03	DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT .....	12
SECTION 9.04	PAIEMENT DES CO-TRAITANTS .....	12
SECTION 9.05	SOUS-TRAITANT .....	12
SECTION 9.06	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	13
<b>ARTICLE X.</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>13</b>
SECTION 10.01	CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	13
SECTION 10.02	PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX .....	13
(a)	<i>Période de préparation – Programme d'exécution des travaux</i> .....	13
(b)	<i>Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier</i> .....	13
(c)	<i>Registre de chantier</i> .....	13
SECTION 10.03	ETUDES D'EXECUTION .....	14
SECTION 10.04	INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER .....	14
(a)	<i>Installation de chantier</i> .....	14
(b)	<i>Emplacements mis à disposition pour déblais</i> .....	14
(c)	<i>Signalisation du chantier</i> .....	14
SECTION 10.05	DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER .....	14
(a)	<i>Gestion des déchets de chantier</i> .....	14
(b)	<i>Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</i> .....	14
(c)	<i>Documents à fournir après exécution</i> .....	14
<b>ARTICLE XI.</b>	<b>DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE XII.</b>	<b>RECEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>15</b>

(a)	Dispositions applicables à la réception .....	15
(b)	Epreuves concluantes.....	15
<b>ARTICLE XIII.</b>	<b>GARANTIE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE XIV.</b>	<b>DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE XV.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>16</b>
SECTION 15.01	PENALITES DE RETARD.....	16
SECTION 15.02	AUTRES PENALITES SPECIFIQUES.....	16
<b>ARTICLE XVI.</b>	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XVII.</b>	<b>RESILIATION DU CONTRAT.....</b>	<b>16</b>
SECTION 17.01	CONDITION DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE .....	16
SECTION 17.02	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	17
<b>ARTICLE XVIII.</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE XIX.</b>	<b>CLAUSES COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>18</b>
SECTION 19.01	MAINTENANCE ET TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE.....	18
<b>ARTICLE XX.</b>	<b>DEROGATIONS .....</b>	<b>18</b>



Article I.      Dispositions générales du contrat

Section 1.01    **Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : REFONTE ET MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES RESEAUX IP DES SITES « HOPITAL LE CARBET – HOPITAL SAINT PIERRE ET EPHAD LE PRECHEUR ».

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Lieux d'exécution :

**Centre Hospitalier Nord Caraïbe**  
*Hôpital du Carbet*  
*Hôpital de Saint Pierre*  
*EHPAD du Prêcheur*  
**97221 Le Carbet**

Section 1.02    **Décomposition du marché**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

Section 1.03    **Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

- Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations et comprend :
- Des prestations de base rémunérées à prix global et forfaitaire ;
  - Des prestations complémentaires rémunérées par application des prix unitaires du bordereau des prix unitaires. Les prestations prévues au B.P.U ont pour destination de donner la capacité au pouvoir adjudicateur de compléter, si besoin et de manière réactive, les prestations de base.

La partie de l'accord-cadre concernant les prestations non programmées à prix unitaires se verra appliqué les articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du C.C.P. Elle donnera lieu à l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Les seuils pour les commandes au Bordereau des Prix Unitaires pendant toute la durée du marché sont les suivants :

Seuil minimum € HT	Seuil maximum € HT
Pas de seuil minimum	200 000,00 €

## **Section 1.04 Conditions d'attribution du bon de commande**

Le bon de commande sera notifié par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des travaux à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des travaux ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

## **Section 1.05 Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **Section 1.06 Conditions générales à respecter**

Pendant la phase de réponse à l'appel d'offres, les échanges entre le candidat et le CHNC se feront par écrit. Les réponses aux questions posées par un candidat (en vue d'obtenir des renseignements complémentaires destinés à expliciter la nature de la consultation) seront fournies à l'ensemble des candidats afin de donner le même niveau d'information à chacun.

L'assistance du candidat, en moyens humains suffisants, est obligatoire à la mise en service de l'installation (chargé d'affaires, chargés de réalisation, techniciens spécialisés, personnel chargé des tests).

La réponse à cette consultation sera rédigée en langue française.

## **Section 1.07 Responsabilités générales du candidat**

Le candidat est réputé avoir pris connaissance des contraintes techniques de tous ordres imposés par l'environnement existant du CHNC, ainsi que des dispositions prévues au présent projet, et d'en avoir tenu formellement compte dans l'établissement de son offre.

Les prestations décrites dans le présent document sont réputées être valorisées implicitement dans l'offre du candidat. Le candidat pourra proposer les équipements qui lui semble le plus adapté à l'environnement du site pour atteindre les objectifs de haute disponibilité, sécurité et performance.

Le candidat devra se rendre compte sur place de l'état des lieux et des sujétions qu'il peut entraîner, des possibilités d'accès, et des travaux à exécuter.

Le candidat ne sera pas admis à formuler des réclamations sur ces points, et la rencontre de difficultés non appréhendées dans l'offre ne modifiera pas ses obligations et n'atténuera pas ses responsabilités, qui demeurent entières dans l'exécution des travaux.

Le candidat ne pourra se prévaloir de prestations complémentaires pour ne pas avoir prévu et proposé dans ses prix tout dispositif, travaux annexes, appareils, accessoires ou logiciel, non précisés ici mais nécessaires à l'installation, à la sécurité, à l'entretien et à l'exploitation pour assurer le fonctionnement normal des systèmes de l'infrastructure mise en place.

Durant toute la phase de déploiement le candidat sera responsable du maintien en bon état de service des installations publiques ou privées affectées par ses propres travaux. Il devra, de ce fait, faire procéder à tous travaux de réparations, réfection ou nettoyage nécessaires.

Pendant toute la durée des travaux, le candidat et sa société mettront en place un numéro de téléphone portable dédié à ce chantier et le communiqueront à la Maîtrise d'Ouvrage et à la Maitrise d'œuvre. Ce téléphone devra être accessible aux heures normales de chantier et le correspondant sera le Conducteur de Travaux présent sur le site.

## **Article II. Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cadre de Mémoire Technique (CMT) justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat ;
- Les fiches techniques et les annexes techniques ;
- En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4).

## **Article III. Intervenants**

### **Section 3.01 Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage, représenté par les responsables informatiques et du service techniques du CHNC.

## Section 3.02 Assistance à Maîtrise d'ouvrage (AMO)

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

**LM Ingénierie**  
2 rue Maumarin  
**34920 LE CRES**

Les missions de maîtrise d'ouvrage confiée par le Maître d'Ouvrage sont :

- AVP : Etudes d'avant-projet
- ACT : Assistance apportée au Maître d'Ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux
- DET/AOR : Suivi des travaux et réception

## Article IV. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le candidat s'engage à observer une stricte confidentialité concernant tout document et toute information en provenance des zones et bâtiments sur lesquels il est amené à intervenir, qu'elle qu'en soit la nature (commerciale, technique, organisationnelle, personnelle, fonctionnelle, etc.) et ce tant à l'égard des tiers et/ou sous-traitant éventuel, qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou à en avoir connaissance.

Aucune information et aucun fait venant fortuitement à la connaissance des personnels du candidat ne pourront être communiqués à l'extérieur.

Toute révélation et divulgation non autorisée pourra donner lieu à dommages-intérêts à charge de la partie l'ayant commise, dont le montant sera défini par le plaignant en fonction du préjudice.

Les clauses de ce document et ses annexes sont réputées confidentielles au sens du premier paragraphe de cet article. A ce titre, elles ne peuvent pas être publiées ni communiquées à des tiers non autorisés à les recevoir.

Il sera appliqué une stricte interdiction d'utilisation des moyens de télécommunication, reproductions, copies de fichiers, téléchargement ... sauf autorisation expresse sollicitée auprès du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.



## **Article V. Durée et délai d'exécution**

### **Section 5.01 Durée du marché**

L'accord-cadre est conclu pour une période de 3 ans.

Cette durée englobe :

- Les prestations de base rémunérées à prix global et forfaitaire ;
- Les 3 années de maintien en condition opérationnelle, incluant l'année de GPA ;
- Les prestations complémentaires rémunérées par application des prix unitaires du bordereau des prix unitaires (B.P.U) durant la durée maximale du marché.

Le marché travaux est conclu à compter de la date de notification du contrat.

### **Section 5.02 Délai d'exécution**

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## **Article VI. Prix**

### **Section 6.01 Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) pour les prestations de base et par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) pour les prestations complémentaires.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Le prix global et forfaitaire comprend les frais correspondants aux obligations faites au titulaire pour maintenir les moyens d'intervention décrits dans le CCTP en vue d'assurer l'ensemble des prestations.

Il est expressément convenu entre les parties que le tarif global et forfaitaire ne donnera lieu à aucune majoration de prix pour travail de nuit, de dimanches et de jours fériés.

Les prix des prestations du BPU sont des prix unitaires dont le libellé et le montant sont indiqués dans le BPU. Ces prix détermineront le montant des bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur.

Seuls les prix unitaires soumissionnés dans le BPU sont rendus contractuels pour être appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

## Section 6.02 Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules	Prix concernés
$C_n = 15 \% + 85 \% (TP12d (n) / 010534832 (o))$	Tous les prix

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision ;
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n ;
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
010764349	« Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques ».

## Article VII. Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

## Article VIII. Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG – Travaux.

## Section 8.01 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.



Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **Article IX. Modalités de règlements des comptes**

### **Section 9.01 Décomptes et acomptes mensuels**

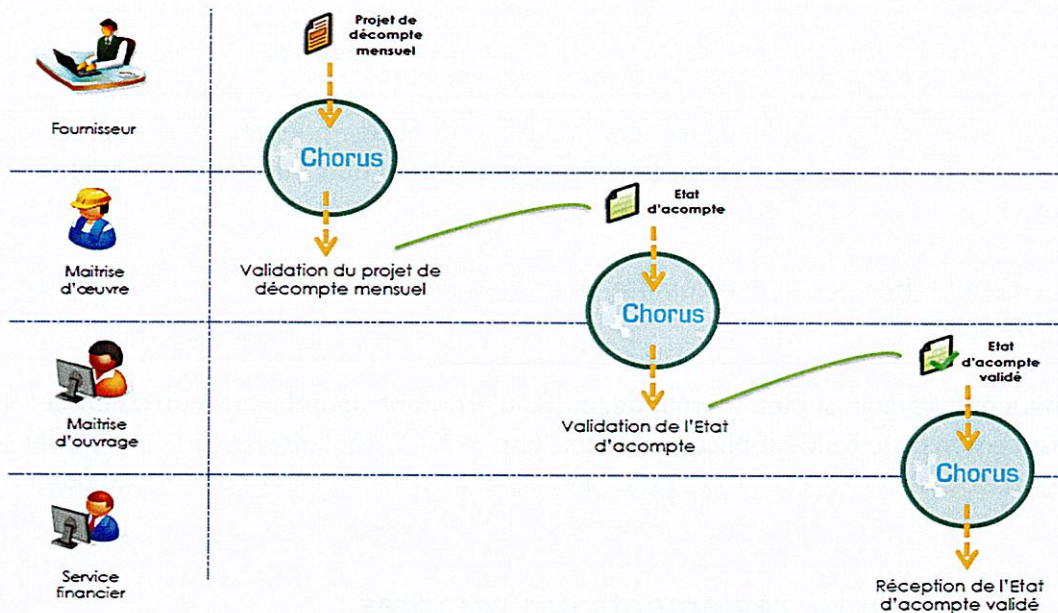
Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement. Les paiements se feront par mandat administratif suivi d'un virement.

### **Section 9.02 Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### PROCESSUS EN COURS DE MARCHÉ :



#### Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 200 031 060 000 11.

### Section 9.03 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un **délai global de 50 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### Section 9.04 Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### Section 9.05 Sous-traitant

Le candidat peut assurer les prestations décrites dans le CCTP par lui-même ou les sous-traiter. S'il envisage de sous-traiter cette prestation, il devra en informer le pouvoir adjudicateur lors de sa réponse.



## **Section 9.06 Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **Article X. Conditions d'exécution des prestations**

### **Adresse d'exécution :**

**Centre Hospitalier Nord Caraïbe**

Quartier Lajus

BP 24

**97221 Le Carbet**

### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur ou tout autre moyen dématérialisé prouvant date certaine, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

## **Section 10.01 Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixe la provenance des matériaux, produits, composants et logiciels additionnels dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux, produits, composants et logiciels additionnels utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des clauses techniques particulières. Le Titulaire est tenu de mettre à disposition du pouvoir adjudicateur les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Pour plus de précisions : Voir CCTP

## **Section 10.02 Préparation et coordination des travaux**

### **(a) Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

La période de préparation sera définie à chaque bon de commande.

### **(b) Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le Titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **(c) Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

### **Section 10.03 Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont à la charge du Titulaire.

Pour plus de précisions : Voir CCTP

### **Section 10.04 Installation et organisation du chantier**

#### **(a) Installation de chantier**

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier.

#### **(b) Emplacements mis à disposition pour déblais**

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent seront à identifier avec le Maître d'Ouvrage.

#### **(c) Signalisation du chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Pour plus de précisions : voir CCTP

### **Section 10.05 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

#### **(a) Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### **(b) Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Pour plus de précisions : voir CCTP

#### **(c) Documents à fournir après exécution**

Le Titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Pour plus de précisions : Voir CCTP

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : Voir CCTP



En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une pénalité égale à 100 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues au titulaire.

## **Article XI. Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Dans ce cadre du marché, nous serons amenés à noter les actions éco-responsables des candidats en lien avec l'objet de ce marché et/ou à ces conditions d'exécution.

- Les dispositions prises pour la transition énergétique ;
- Sa politique et ses dispositions RSE ;
- Ses démarches énergétiques prises dans le cadre du développement durable liées aux prestations d'interventions.

Les candidats devront présenter leurs dispositions. Pour plus de précisions : voir Cadre de Mémoire Technique

## **Article XII. Réception des travaux**

### **(a) Dispositions applicables à la réception**

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le Titulaire avise le pouvoir adjudicateur et l'assistance à maîtrise d'ouvrage de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; l'assistance à maîtrise d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Pour plus de précisions : voir CCTP

### **(b) Epreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des clauses techniques particulières.

Pour plus de précisions : voir CCTP

## **Article XIII. Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **Article XIV. Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

Article XV. Pénalités

Section 15.01 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

Section 15.02 Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour absence à une réunion de chantier	Forfait	250 € HT	Si la présence du titulaire est requise.
Pénalité pour défaut de propreté du chantier	Forfait	200 € HT	En cas de défaut de propreté du chantier, une pénalité de 200 € HT pourrait être appliquée.
Pénalité pour retard concernant l'enlèvement des déchets de chantier	Jour	50 € HT	En cas de non-enlèvement des déchets sous 48h (comprenant le tri et l'enlèvement jusqu'aux bennes), une pénalité de 50 € HT par jour de retard pourrait être appliquée.

Article XVI. Assurances

Les assurances sont demandées et contrôlées lors de la demande des pièces à l'attributaire pressenti.

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire de contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux

Article XVII. Résiliation du contrat

Section 17.01 Condition de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.



1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **Section 17.02 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article XVIII. Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le **Tribunal Administratif de Martinique**

12 rue du Citronnier - Plateau Fofo - CS 17103  
**97271 Schoelcher Cedex**

Téléphone : 05 96 71 66 67

Télécopie : 05 96 63 10 08

Courriel : [greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr](mailto:greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr)

est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



## Article XIX. Clauses complémentaires

### Section 19.01 Maintenance et tierce maintenance applicative

Par « **maintenance** », on désigne les prestations permettant le maintien en condition opérationnelle et le maintien en condition de sécurité des matériels à titre préventif, ou correctif.

Par « **tierce maintenance applicative** », on désigne les prestations qui consistent à conserver un système d'information dans un état lui permettant de remplir sa fonction. Ces prestations de maintien en condition opérationnelle et de maintien en condition de sécurité s'exécutent à titre préventif ou correctif. Elles peuvent également concerner des prestations d'évolution ou d'adaptation des logiciels.

Ces services peuvent être rendus sur le site de l'acheteur ou à distance dans les locaux du titulaire. Des prestations de maintenance de matériel peuvent être incluses dans un marché de tierce maintenance applicative.

Par « **préventif** », on entend les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies. Les visites associées à ce « préventif », devront avoir lieu pendant les heures ouvrables au **minimum une fois par an** avec accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Par « **correctif** », on entend les mesures consistant à corriger les anomalies.

Par « **évolutif** », on entend les mesures de maintenance visant à faire évoluer une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement et l'ergonomie ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

Par « **adaptatif** », on entend les mesures d'entretien et de maintenance permettant d'absorber des modifications de l'environnement technique d'exécution, comme les mises à jour ou les changements de systèmes d'exploitation, de bases de données, d'interfaces d'échange ou plus généralement des composants techniques et bibliothèques logicielles.

## Article XX. Déroptions

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10.2.c du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10.4.a du CCAP déroge à l'article 31.1 du CCAG – Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux

Le Directeur Général  
Par déléation,  
Le Directeur du pôle  
Finance - Achats  
GAEL MOTREFF



**CCAP VISE PAR L'ENTREPRISE CANDIDATE LE :**

**SIGNATURE DU REPRESENTANT LEGAL DU CANDIDAT + CACHET**